

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société du terminal de Dunkerque (Ex RUBIS TERMINAL DUNKERQUE - Appontements)

Port 2205
2205 Route du Môle 5
59140 Dunkerque

Références : 2025/09/23
Code AIOT : 0007005686

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement Société du terminal de Dunkerque (Ex RUBIS TERMINAL DUNKERQUE - Appontements) implanté Port 2205 2205 route du Môle 5 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société du terminal de Dunkerque (Ex RUBIS TERMINAL DUNKERQUE - Appontements)
- Port 2205 2205 route du Môle 5 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007005686
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Filiale du groupe TEPSA, la société du Terminal de Dunkerque est spécialisée dans le stockage de produits liquides en vrac, dont des produits pétroliers, chimiques, agro-alimentaires, etc. elle emploie 48 sur les 2 dépôts dunkerquois (Môle 5 et UNICAN).

La société du Terminal de Dunkerque exploite sur le Port de Dunkerque deux appontements dédiés au chargement/déchargement des navires et barges : l'appontement du Môle 5 et l'appontement du Freycinet 12 entre les darses 5 et 6 du bassin Freycinet.

Ces appontements sont :

- un quai de 400 mètres de long (front du Môle 5) de chargement/déchargement de liquides inflammables pouvant accueillir jusqu'à 3 bateaux simultanément ;
- le quai Freycinet 12 de chargement/déchargement de produits non dangereux ou liquide inflammable de type gazole / Jet A1 (ne générant pas d'UVCE au sens du GTDLI).

Ces deux appontements constituent un seul site ICPE encadré par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 mai 2016.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Présence des moyens d'extinction prévus sur le site	Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 7.6.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
3	Maintenance et contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
4	Rapport de maintenance et de contrôle périodique des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	moyens d'intervention		
5	Indisponibilité des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société du terminal de Dunkerque dispose sur le site des appontement de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie requis à l'exception d'un rideau d'eau sur le quai Freycinet 12. Les moyens sont en bon état, les tests et la maintenance sont assurés régulièrement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Présence des moyens d'extinction prévus sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2016, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un ou plusieurs appareils incendie (bouches ou poteaux) capables de délivrer un débit unitaire de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures, implantés sur un réseau public ou privé de telle sorte que leur accessibilité et leur éloignement par rapport aux incendies potentiels présentent le maximum de sécurité d'emploi. Tout point des voies « engins » susceptible d'être utilisé pour l'extinction d'un incendie dans l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie et la distance entre deux appareils est de 150 mètres maximum.</p> <p>A défaut du respect des dispositions de l'alinéa précédent, l'exploitant dispose d'une ou plusieurs réserves d'eau de 120 mètres cubes de capacité unitaire minimale, dont les points de raccordement des moyens de pompage mobiles répondent aux critères d'implantation cités à l'alinéa précédent.</p> <p>Les dispositions des 2 alinéas précédents sont applicables au 1er janvier 2013.</p> <p>L'installation dispose d'extincteurs judicieusement répartis à proximité des installations présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ou transférés.</p> <p>La position des extincteurs et leur nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant en fonction des emplacements à protéger, avec un minimum d'un extincteur à poudre sur roues de 100 kilogrammes de charge ou de deux extincteurs de 50 kilogrammes. Sont également admis les appareils mettant en œuvre d'autres agents d'extinction ayant une efficacité équivalente.</p> <p>La présence d'extincteurs n'est pas nécessaire à l'endroit où d'autres moyens présentant une efficacité au moins équivalente (tels qu'une lance à mousse ou un système d'arrosage par déluge) sont mis en place.</p> <p>L'installation dispose d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours en cas d'incendie.</p> <p>Le quai Môle V dispose de 2 canons télécommandés de 200 m³/h mixtes avec réserve de 5000 litres d'émulseurs chacun.</p> <p>Le quai Freycinet 12 est équipé dès la première opération maritime :</p>

- de 3 canons mixtes de 3 x 4000 l/min ;
- d'un réseau maillé ;
- de 2 citernes d'émulseur (2 x 5000 l) ;
- d'un rideau d'eau mis en place pour protéger le navire ou les navires d'un accident sur le quai et inversement.

Ces moyens d'intervention peuvent être communs avec le dépôt Môle V.

Constats :

Lors de la visite des installations sur le terrain, l'inspection a constaté la présence :

a) au niveau du quai Freycinet 12 (F12)

- 4 canons connectés directement sur le réseau incendie du dépôt Môle 5 (et donc à la réserve incendie du site via les pompes incendie du site). Il s'agit de canons télécommandables à distance depuis une cabine située à proximité.

Ces canons ont un débit de 3000 l/min.

Un poteau incendie est présent à proximité de chacun de ces canons.

- 2 citernes de 8 000 litres d'émulseurs chacune (sur le dépôt Môle 5)

b) sur le Môle 5 (M5)

- 2 canons 3000 l/min à 7 bar pouvant délivrer 180 m³/h (ce débit pouvant monter à 200 m³/h avec une pression de 10 bar qui est la pression qui est fournie par la motopompe du réseau incendie du site M5).

Ces canons sont également pilotable à distance depuis le dépôt M5. L'inspection note toutefois que depuis le poste de commande des canons situé sur le dépôt, la visibilité est gênée par le clôture du dépôt.

Ces canons sont reliés au réseau d'eau du dépôt M5.

13 m³ d'émulseurs sont disponibles sur l'appontement M5 (dans des GRV de 1m³ dans des rétentions souples. (6 m³ à côté d'un canon et 7 m³ à côté de l'autre).

Ces GRV devaient être remplacées par des GRV double enveloppe avant mi-novembre 2025 dans le cadre du remplacement des émulseurs de l'appontement par des émulseurs sans PFAS.

remarque : l'exploitant précise que le remplacement des émulseurs du dépôt M5 devrait intervenir d'ici 2028.

3 poteaux incendie et des extincteurs sont présents sur le quai M5. L'inspection a notamment constaté la présence d'un extincteur de 9 kg et d'un extincteur de 50 kg. Le dernier contrôle de ces extincteurs avait été effectué en décembre 2024.

Sont également présents une réserve de lance, des raccords DN 100 et DN 400 et une clé polycoise.

<p>Le rideau d'eau est présent sur le quai M5 mais pas sur le quai F12, ceci constitue une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 1 : l'exploitant confirmera sous un mois que les émulseurs présents sur le quai Môle 5 ont été remplacés par des émulseurs sans PFAS.</p> <p>Demande n°2 : l'exploitant formulera sous un mois des propositions pour améliorer la visibilité de l'opérateur manœuvrant les canons du quai M5 depuis le dépôt.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Etat des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Est-ce que l'exploitant dispose de l'ensemble des équipements permettant la mise en œuvre de ses moyens ? (ex : lance incendie, flexible...)</u> Oui, voir point de contrôle n°1.</p> <p><u>- Présence d'un plan recensant les moyens incendies ?</u> Vu le plan du site affiché en salle POI sur lequel les canons des quais sont représentés.</p> <p><u>- Est-ce qu'ils présentent un bon état visuel ? Absence de fuites ?</u> - Les canons du F12 sont reliés par une tuyauterie rigide. - Les canons du M5 sont alimentés en eau par tuyauterie rigide et en émulseur via des flexibles reliés au proportionneur.</p> <p><u>- Est-ce qu'ils sont accessibles facilement ? (absences d'obstacles)</u> Sur les 2 quais (M5 et F12) les moyens sont aisément accessibles et semble en bon état visuel (les canons du M5 ont été remplacés récemment).</p>

Est-ce que l'exploitant sait mettre en œuvre ses moyens ? Est-ce qu'il dispose des fiches réflexes de déploiement de ses moyens ?

Les moyens incendie de l'apportement sont repris dans le POI commun au dépôt Môle 5 et aux apports auquel les salariés sont formés.

Comment se passe l'utilisation des moyens en dehors des heures ouvrées ?

Hors heures ouvrées il y a au minimum 2 personnes sur le dépôt M5 et une à UNICAN.

Est-ce que des tests récents ont été réalisés ? Présence d'un compte-rendu ?

Des exercices incendie sont organisés régulièrement (fréquence hebdomadaire) avec mise en route des pompes, maniement des canons...

Vu le tableau (SEC-DK-003) 2025 de suivi des exercices incendie (chaque opérateur d'exploitation fait au moins un exercice par an).

Vu le tableau de suivi des tests MMR (y compris les moyens de défense incendie).

L'exploitant est invité à s'assurer que les différents opérateurs du dépôt soient tous formés à l'utilisation des moyens des apports type canons.

En cas de besoin d'intervention l'exploitant procède à la rédaction d'un EAM (demande de maintenance), sinon il y a un simple remplissage du tableau qui indique que le test a été réalisé (avec la date du test et la date maximale du prochain test) et que le matériel est disponible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : l'exploitant est invité à s'assurer que les différents opérateurs du dépôt soient tous formés à l'utilisation des moyens des apports type canons.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]

Constats :

La maintenance est régulière (y compris préventive) sur les équipements du local incendie pour

les couronnes, canons vannes... il y a des tests réguliers et une maintenance curative si besoin.

Vu la consigne contrôle réseau incendie (CPS 09 DKQ indice 2 datée du 07/01/2025)

→ toutes les vannes sont testées toutes les semaines

Vu la consigne CPS 31 DKQ pour la réalisation des exercices hebdomadaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport de maintenance et de contrôle périodique des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

[...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

Constats :

Voir point de contrôle n°2

L'inspection a consulté :

- le tableau de suivi des MMR
- le tableau de suivi des maintenances pour le local pompes

Ces éléments n'appellent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Indisponibilité des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

[...] En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

Est-ce que l'exploitant dispose d'une procédure prévoyant l'indisponibilité de ses moyens d'extinction ?

Pour pallier la défaillance canons fixes, l'exploitant dispose de 2 canons mobiles.

Le cas de la défaillance est traité dans la consigne CPS 31 DKQ page 9.

Que se passe-t-il en cas de pertes d'utilités ?

En cas de perte d'utilité il y a des onduleurs pour les canons F12 ainsi qu'un groupe électrogène (pour canons M5 et F12).

Type de suites proposées : Sans suite